

Ça suffit!

Les 25 novembre se suivent et, malheureusement, se ressemblent. Ces journées internationales de lutte contre les violences faites aux femmes devraient permettre de constater les progrès, de se féliciter de la baisse des nombres de féminicides, des agressions sexistes ou sexuelles. Mais on sait déjà que le nombre de féminicides commis en 2022 sera plus élevé qu'en 2021.



Toutes et tous mobilisé.e.s!

Dans une question au gouvernement, Jean-Luc Fichet a interpellé la ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances. **«Le rapport annuel du Haut conseil pour l'égalité femmes-hommes montre le caractère massif de ces violences, dans tous les secteurs et tous les territoires. Le rapport sénatorial "Femmes et ruralité" a établi que 50% des féminicides ont lieu en milieu rural, alors que seules 35% des femmes y vivent»,** a insisté le sénateur.

de téléphones grave danger qui est passé de 300 à 3 400. Mais cela ne représente que 34 téléphones par département et on est encore loin des 10 000 déployés en Espagne.

La ministre met également en avant l'augmentation du budget alloué au 3919, oubliant tout de même de signaler que le projet de loi de finance prévoyait à l'origine de le diminuer. Il a fallu la vigilance des parlementaires socialistes, et, en particulier, de Valérie Rabault, pour corriger cette aberration.

Dans un communiqué publié le 17 novembre, la Fédération du Finistère du PS a appelé les Finistériennes et les Finistériens à participer aux manifestations qui seront organisées à Brest et à Quimper, les 25 et 26 novembre.

«Chacun sait bien comment faire reculer les violences sexistes et sexuelles : éduquer dès le plus jeune âge les enfants au respect et à l'égalité, éloigner les conjoints violents, accueillir dignement les victimes et instruire toutes les affaires... Cela suppose un effort financier d'au moins un milliard d'euros pour la formation, des recrutements ou les soutiens aux associations.»

Et par-dessus tout, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles demande une réelle volonté politique.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 24/11/2022

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Incohérences

Comment un président de la République peut dire que le sport ne revêt pas une dimension politique? Surtout quand c'est le même qui remet la coupe de France à l'équipe gagnante. Le même qui arbore fièrement le maillot de l'Olympique de Marseille et ne manque jamais une occasion de préciser qu'il est supporter de cette équipe. Le même qui chaque année assiste à une étape du Tour de France dans la voiture du directeur. Le même qui après chaque compétition gagnée remet la Légion d'honneur aux joueurs et aux joueuses. Ou le même qui fait la leçon aux sportifs lorsqu'ils ne ramènent pas suffisamment de médailles des JO.

On ne peut pas nier la dimension politique de la Coupe du monde au Qatar puisque la décision d'attribuer cette compétition à ce pays était fondamentalement politique. La France, après le rôle déterminant joué par Nicolas Sarkozy dans ce choix, aurait pu se racheter et se grandir en adoptant une position de principe ferme. Emmanuel Macron a préféré ne pas déplaire au Qatar.

PS29

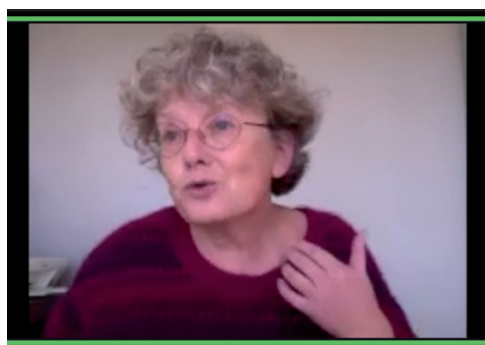
« 118 féminicides ont déjà été commis en 2022. »

Les discriminations se renforcent, les femmes sont confrontées à la précarité de l'emploi. Dans le monde, leur situation s'aggrave, comme en Iran ou aux États-Unis, depuis la décision de la Cour suprême qui a remis en cause le droit à l'IVG. Mais en France, aussi, notamment à cause de la pénurie de gynécologues. De plus, la Droite sénatoriale refuse d'inscrire l'IVG dans la Constitution. Pourtant, on attend la France aux avant-postes sur cette question. Et le projet de budget du gouvernement, porteur d'injustice sociale et de précarisation des classes populaires, n'arrangera pas les choses.

Dans sa réponse, la ministre s'est félicitée de l'augmentation du nombre

Répondre à l'urgence et penser la transition

L'augmentation du prix de l'énergie appelle, de la part du gouvernement, des engagements forts pour les ménages et les collectivités locales. Cependant, si des mesures conjoncturelles sont indispensables, la transition énergétique qu'impose le réchauffement climatique exige de véritables changements de comportements, de la part de tout le monde : il n'est pas possible de continuer à produire et consommer, comme nous le faisons actuellement si nous voulons lutter contre le réchauffement climatique.



Nicole Roux, sociologue à l'UBO

« **N**ous sommes trop souvent victimes du syndrome du poisson rouge », a reconnu Jean-Paul Vermot. « **Or, nous avons besoin d'une stratégie d'adaptation à long terme car, c'est l'avenir même de la planète qui est en jeu** », a rappelé le président de l'UESR29 (*Union des élu.e.s Socialistes et Républicains*) en préambule de la visioconférence organisée le 19 novembre, avec Nicole Roux, représentante du *Haut conseil breton pour le climat*, Jean-Luc Fichet, sénateur du Finistère, Olivier Dehaese, président du Syndicat départemental d'Énergie 35 et François Hamon, vice-président de celui du Finistère.

Les collectivités locales ne détiennent qu'une part de la solution. Mais elles se doivent d'être exemplaires de manière à entraîner avec elles les entreprises et les citoyens, mais surtout à leur donner les moyens d'être plus sobres dans les secteurs du transport, de l'alimentation ou de l'habitat. Mais, pour intervenir efficacement, elles doivent anticiper les conséquences des décisions qu'elles prennent.

C'est précisément la mission du *Haut conseil breton pour le climat* mis en

place depuis le mois de février 2022 (voir encadré).

La sociologue, Nicole Roux, de l'UBO, a mis en évidence les paradoxes que provoquent les politiques destinées à lutter contre le réchauffement climatique et qui peuvent entériner des désordres sociaux.

« Les injonctions contradictoires provoquent des tensions sociales. »

La promotion des « bonnes pratiques » se heurte à la réalité de la production de gaz à effet de serre. Il faut à la fois limiter le chauffage à 19 degrés et réduire notre consommation de viande rouge, mais dans le même temps, les 10% les plus riches polluent cinq fois plus que les 30% les plus modestes. **« Cette situation provoque à la fois un sentiment d'impuissance et un développement de l'éco-anxiété »**, constate la sociologue.

Les énergies renouvelables, qui devaient se substituer aux énergies fossiles se sont en fait ajoutées. D'où la promotion, aujourd'hui, de la notion de sobriété. Mais comment y parvenir dans une société tournée vers la croissance et la consommation ? Les injonctions contradictoires provoquent des tensions.

La marche à pied reste le mode de déplacement le plus écologique et le plus durable. Et pourtant, toutes les études montrent que la place laissée aux piétons se réduit au profit d'autres modes de déplacements.

« **Les élu.e.s sont très inquiets** », a insisté Jean-Luc Fichet, à la veille de l'ouverture du Congrès des maires. **« Les collectivités se trouvent en situation d'être contraintes de bloquer leurs investissements et de réduire considérablement leurs dépenses de fonctionnement. »** C'est souvent bénéfique de réinterroger les modes de consommation d'énergie. Mais à condition de le faire dans la sérénité. Or, dans la situation présente, les décisions, souvent draconiennes, sont prises dans l'urgence car les factures d'énergie peuvent être multipliées par cinq, six, voire dix. **« À Morlaix, le surcoût atteint 4 millions d'euros »**, a témoigné Jean-Paul Vermot.

Cette situation, pour le sénateur du Finistère, oblige à reposer la question de l'autonomie financière des collectivités. En effet, elles ne disposent quasiment plus de marges financières et le bouclier énergétique promis par le gouvernement sera insuffisant.



Olivier Dehaese, président du SDE 35

La libéralisation du marché de l'énergie a provoqué des fluctuations du prix de l'électricité qui complexifie considérablement l'activité des élu.e.s, a expliqué Olivier Dehaese. D'une part, la hausse des tarifs oblige à faire des choix cornéliens et à réduire les dépenses. Et d'autre part, l'absence de visibilité à long terme empêche de planifier les investissements pourtant indispensables pour atteindre les objectifs de neutralité carbone assigné par des documents comme les *Srradet* ou les plans climats, obligatoire pour toutes les communautés de communes de plus de 15 000 habitants.

Conseiller et informer

Le *Haut conseil breton pour le climat* réunit vingt scientifiques de toutes disciplines (hydrologie, climatologie, océanographie, sociologie, droit...).

Il est chargé d'émettre des avis et des recommandations sur les stratégies et politiques publiques régionales, et de contribuer à l'information scientifique des acteurs du territoire et du grand public.

Le *Haut conseil breton pour le climat* travaille principalement sur les enjeux liés à la mer et au littoral, les activités agricoles, la ressource en eau, la santé et la qualité de l'air, la biodiversité et les transports.

Il émet des avis sur l'évaluation climat du budget du Conseil régional. Il mène des recherches sur le trait de côte breton. Il prépare un forum climat et territoires et un avis sur la future Stratégie Régionale des Transitions Économiques et Sociales.

Contre l'Extrême-droite, la Ligue s'engage!

« Nous avons devant nous quelques années déterminantes si nous ne voulons pas que l'Extrême-droite arrive au pouvoir. » Pour éviter cette catastrophe, la Ligue de l'enseignement vient d'engager une réflexion qui doit aboutir à un plan d'action, nous explique son secrétaire général, Yannick Hervé.

Cap Finistère : Pourquoi avez-vous engagé ce travail de réflexion pour lutter contre l'Extrême-droite ?

Yannick Hervé : Nous ne nous résignons pas à la montée inexorable de l'Extrême-droite. Or, depuis les années 80, c'est bien ce à quoi nous assistons, avec une accélération particulière depuis dix ans : Jean-Marie Le Pen s'est qualifié pour le second tour de la Présidentielle en 2002, puis sa fille en 2017, où elle a recueilli 34 % des voix et cette année 42 %.

Les causes de la montée de l'Extrême-droite sont connues : l'accroissement des inégalités sociales, le sentiment d'abandon d'une partie de nos concitoyens, l'explosion de la pauvreté et parallèlement l'annonce de superprofits indécents.

Le Front républicain a permis de la laisser à la porte de l'Élysée mais pour les Législatives, ce Front s'est en partie rompu permettant l'élection de 89 député.e.s RN. Nous voyons que les digues cèdent et si on ne réagit pas, la prochaine Présidentielle peut permettre à l'Extrême-droite d'arriver à l'Élysée. C'est la petite musique que nous entendons tous. Mais, à la Ligue nous ne nous y résignons pas. Nous devons nous opposer au travail de dédramatisation qui est à l'œuvre. Parce que, régulièrement, des actes ou des propos nous rappellent le caractère profondément xénophobe et dangereux de l'Extrême-droite.

Cap Finistère : Sentez-vous la pression exercée par l'Extrême-droite, en particulier à l'école qu'Éric Zemmour vient de désigner comme une cible prioritaire ?

Yannick Hervé : On assiste effectivement à une bataille culturelle engagée par l'Extrême-droite, à l'école, sur des sujets comme la théorie du genre, mais aussi sur le dossier de l'accueil des réfugiés, comme actuellement à Callac ou des élu.e.s et des journalistes sont directement menacé.e.s. On voit aussi

comment la laïcité est dévoyée pour s'en prendre systématiquement à la religion musulmane. L'Extrême-droite dispose de puissants relais médiatiques notamment dans des médias détenus par le secteur marchand.

La Ligue est née en 1886. Nous sommes un mouvement qui a contribué à mettre l'école au cœur de la République. Nous ne pouvons pas rester inactifs dans un combat où les valeurs mêmes de la République sont menacées. En tant que mouvement laïque d'éducation populaire, nous avons une responsabilité particulière. Nous n'intervenons pas dans le jeu électoral et nous n'avons jamais appelé à voter pour ou contre tel ou tel candidat, à partir du moment où il se situe dans le cadre républicain. Mais face au danger que représente l'Extrême-droite, nous avons un rôle à jouer. Et rapidement, car la prochaine Présidentielle sera déterminante.

Cap Finistère : Quelles sont les premières pistes sur lesquelles vous travaillez ?

Yannick Hervé : Nous en sommes encore au stade du pré-projet, mais nous voyons déjà vers où nous voulons aller. Nous travaillons, d'abord, sur la définition d'un positionnement sur les enjeux institutionnels. La Bretagne et le Finistère sont encore épargnés, mais nous devons adopter une ligne de conduite sur de nombreux territoires par rapport aux élu.e.s ou aux collectivités dirigées par l'Extrême-droite. Nous sentons bien que nous avons besoin d'une doctrine sur ce sujet et qu'il est nécessaire de rebâtir collectivement des digues.

Ensuite, nous voulons trouver des solutions pour favoriser la mobilisation et la participation électorale aux prochaines élections. Aux Européennes, bien sûr, mais surtout à la Présidentielle. Pour cela, les organisations de jeunesse et d'éducation populaire ont un rôle déterminant à jouer pour expliquer pourquoi les jeunes, en particulier, doivent exercer leur droit. Plus

généralement, nous devons mener ce travail de conviction dans les quartiers où nous sommes présents et où les taux de participation sont faibles.



Nous avons aussi un chantier à renforcer sur tout ce qui tourne autour de la désinformation via les réseaux sociaux. Nous intervenons déjà pour former les jeunes et développer leur esprit critique, mais nous devons encore accentuer nos efforts dans ce domaine.

De la même manière, nous devons aussi engager un travail de formation au sein de notre réseau pour les encadrants et les bénévoles, en particulier dans une région comme la Bretagne où nous ne sommes pas encore confrontés à des élu.e.s d'Extrême-droite.

Nous voulons également proposer aux collectivités locales ou associations de signer la charte de la diversité. Écrite par Dadou Kehl, secrétaire général de la Ligue de Charente-Maritime, elle permet de faire prendre conscience que face à la montée de la xénophobie, du racisme, de la volonté de discriminer et de nuire à la cohésion républicaine, nous sommes un réseau dense d'acteurs reliés par une conception différente.

Enfin, nous devons renforcer nos partenariats ou en nouer de nouveaux afin de trouver des alliés de résistance, particulièrement dans la société civile. Nous pensons aussi qu'il faut toujours associer les collectivités locales et les associations pour lutter contre le repli sur soi. Nous devons aussi réinventer des relations avec les partis attachés à la République.

D'ailleurs, à l'occasion de la semaine de la laïcité, le mercredi 7 décembre, nous organiserons une table ronde, à Brest, au PL Le Gouill, sur le thème : laïcité, diversité et Extrême-droite.

Nous sommes donc clairement engagés dans une contre-offensive.

Trop de gens, y compris de vrais progressistes, se demandent si, finalement, l'Extrême-droite n'aurait pas changé, ne serait pas devenu fréquentable. Nous devons sans cesse collectivement invalider cette banalisation et rappeler que l'Extrême-droite est l'ennemie de la République, de la diversité et du vivre-ensemble.

la ligue de
l'enseignement
un avenir par l'éducation populaire

Agenda

26 novembre
Conseil national
de synthèse.

27, 28 et 29 janvier 2023
Congrès national du PS
à Marseille.

Retrouvez-nous sur

 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1413 - Vendredi 25 novembre 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Le PSE : déterminé et ambitieux

À Berlin, où il tenait son congrès au mois d'octobre, le Parti des Socialistes Européens (PSE) s'est doté d'une nouvelle direction, bien décidée à engager la bataille pour devenir la première force politique européenne, nous explique Christophe Clergeau, secrétaire national du PS chargé de l'Europe et membre de la présidence du PSE.

Cap Finistère : Que représente le PSE aujourd'hui, en termes d'adhérent.e.s et d'élu.e.s ?

Christophe Clergeau : Nous sommes la plus grande force politique européenne à Gauche. Au congrès de Berlin, par exemple, on comptait autour de la table des leaders, sept premiers ministres de l'Union Européenne et deux premiers ministres de pays candidats à l'adhésion.

Cap Finistère : Qui est Stefan Löfven, élu nouveau président du PSE ?

Christophe Clergeau : Il résume bien ce qu'est aujourd'hui le socialisme européen : Il est un ancien leader syndical, un ancien dirigeant du Parti social-démocrate suédois et, il y a un an, il était premier ministre. On a donc la chance d'avoir à la tête du PSE une personnalité politique de premier plan. Il est ancré dans les combats sociaux. Il a aussi l'expérience de l'animation d'un grand parti et j'espère qu'il parviendra à apporter cette dimension militante au PSE, qui est, pour l'instant, surtout un espace de coopération entre les partis. Il est temps qu'il devienne véritablement un parti d'adhérents.

Et enfin, et c'est je crois un atout déterminant, il peut discuter d'égal à égal avec l'ensemble des responsables socialistes européens et les entraîner pour préparer les futures échéances électorales.

Cap Finistère : Le PSE a donc les prochaines élections européennes en ligne de mire ?

Christophe Clergeau : Oui, et d'autant plus que nous pouvons les gagner. Si on se donne la peine de prendre un peu de hauteur, on constate que les Libéraux sont, de manière générale, à la peine, que la Droite, quasi partout, se compromet et passe des accords avec l'Extrême-droite et que les sociaux-démocrates remportent des victoires, comme en Allemagne ou au Danemark. Et lorsqu'ils perdent le pouvoir comme en Suède, ils restent puissants et en progrès.

Avec Stefan Löfven, on peut espérer que la dimension collective l'emportera et qu'on n'assistera pas à une addition de campagnes dans chaque pays mais à une démarche vraiment collective au service d'un projet de Gauche européen et d'une ambition partagée.

Cap Finistère : Justement, sur quoi ont porté les débats au Congrès de Berlin ?

Christophe Clergeau : D'abord, parce qu'il s'est tenu dans la capitale allemande, en présence d'Olaf Scholz, il y avait un climat déterminé et ambitieux qui tranchait un peu par rapport aux congrès précédents.

Le PSE est un parti qui débat, qui prend la mesure des crises qui ont secoué et qui secouent l'Europe : la crise financière de 2008 et ses suites, la crise sanitaire du Covid, la crise environnementale, qui s'est traduite, cet été, par des incendies ou des inondations et la guerre en Ukraine. Face à la gravité de ces crises nos débats ont pris de la hauteur et connu un nouveau souffle. La question que chacun se pose est : qu'est-ce que les Socialistes peuvent apporter au nouveau projet collectif des Européens ? Les Socialistes veulent évidemment défendre la démocratie et les valeurs européennes, mais ils veulent aussi inventer un nouveau modèle de vie et de développement qui combine le combat pour l'égalité et la justice sociale, mais aussi le combat pour la planète et pour la justice climatique.

On a clairement senti, au fil des interventions que les Socialistes européens prennent leurs distances par rapport aux idées sociales-libérales défendues, il y a encore quelques années, par des dirigeants comme Tony Blair. Ils ont retrouvé une forme de radicalité au sens de volonté de transformation, de changement de modèle, tout en restant attaché à la capacité à agir et au sérieux dans l'exercice du pouvoir.

Quand on voit les délégués remettre en cause la libéralisation du marché de l'énergie, le pacte de stabilité ou la politique de concurrence, on voit -bien que chacun a compris qu'il fallait faire du neuf.

Les crises auxquelles nous sommes confrontés justifient qu'on renoue avec une tradition forte de soutien aux plus défavorisés, de promotion des services publics, d'intervention de la puissance publique. À Berlin, les Socialistes ont repris les débats à leurs racines et se sont reposés sur leur histoire et sur leurs valeurs.

J'ajoute qu'on sentait à Berlin une vraie envie de gagner, tout simplement parce que face aux compromissions entre la Droite et l'Extrême-droite, la seule force capable d'assumer un projet d'avenir pour l'Europe, ce sont les Socialistes et certainement pas les Libéraux.

